

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Écologie (France) > Energie (France) > **L'hypocrisie du gouvernement sur les gaz et huiles de schiste : comment (...)**

L'hypocrisie du gouvernement sur les gaz et huiles de schiste : comment contourner en douce une interdiction mise en scène à travers la loi ?

dimanche 25 mars 2012, par [AITEC](#), [Attac France](#), [CRID](#), [France Libertés](#), [Greenpeace France](#), [Helio](#), [Les Amis de la Terre](#), [RAC](#), [Sortir du nucléaire](#), [WECF](#) (Date de rédaction antérieure : 22 mars 2012).

Paris, le 22 mars 2012 – Alors que le gouvernement se targue d'être le premier au monde à avoir « interdit » le recours à la fracturation hydraulique, technique jugée « *mal maîtrisée et dangereuse* » par la ministre de l'Environnement, nous apprenons aujourd'hui la création d'une Commission nationale d'orientation, de suivi et d'évaluation de cette technique ayant pour mission « *d'évaluer les risques environnementaux liés à la fracturation hydraulique et émettre un avis sur les conditions de mise en œuvre des expérimentations réalisées à seules fins de recherche scientifique* ».

Pourquoi cette évaluation des risques alors que tant d'études scientifiques indépendantes démontrent de manière certaine la dangerosité de cette technique (pollution massive des sols, contamination des nappes phréatiques, risques sanitaires majeurs) ? Pourquoi ces expérimentations scientifiques alors que les citoyens français ne cessent d'exprimer leur totale opposition à l'utilisation de cette technique mortifère pour notre environnement et notre climat ?

Sous couvert de recherches scientifiques, le gouvernement joue aux apprentis sorciers pour le plus grand bonheur des lobbies pétroliers et gaziers.

L'analyse du décret portant création de cette Commission nationale achève de démontrer le parti pris gouvernemental. Certes, une place est laissée à trois représentants d'associations agréées pour la protection de l'environnement mais, à côté des cinq représentants de l'Etat, y siègeront aussi trois représentants des entreprises gazières et pétrolières, ainsi que trois représentants du personnel de ces industries. Trois personnalités qualifiées au vu de leurs compétences scientifiques seront également de la partie, cette compétence étant laissée à l'appréciation du seul ministre de l'Industrie... L'équilibre des forces et intérêts en présence est donc loin d'être assuré.

Nos associations rappellent en outre que le problème de l'exploration et de l'exploitation des gaz et huiles de schiste ne se limite pas à la question de la fracturation hydraulique. Selon le Potsdam Institute for Climate Impact Research, si l'on veut éviter le pire et contenir le réchauffement global moyen en deçà de 2°C d'ici à la fin du siècle, seul moins du quart des réserves prouvées en combustibles fossiles (pétrole, gaz et charbon) peut être utilisé d'ici à 2050 ! Dans ces conditions, pourquoi sonder le sous-sol ?

Alors que la Bulgarie vient, elle, d'interdire définitivement le recours à la fracturation hydraulique et d'abroger les permis délivrés à Chevron, nos associations dénoncent cet énième pied de nez du gouvernement à l'écologie et à la démocratie. Nul besoin d'une Commission à l'indépendance douteuse pour affirmer notre rejet total de toute utilisation de la fracturation hydraulique et, plus largement, de toute exploration ou exploitation de gaz et d'huiles de schiste en France ou ailleurs.

La conférence de Rio+20 en juin au Brésil sera l'occasion de montrer que la mobilisation citoyenne ne faiblit pas et qu'elle compte bien faire entendre sa voix, comme ce fut le cas il y a peu lors du Forum Mondial de l'Eau à Marseille.

Gaz et huiles de schiste : ni ici ni ailleurs, ni aujourd'hui ni demain !

Signataires : Amis de la Terre, France Libertés, ATTAC, AITEC, RAC, Greenpeace, Helio, CRID, WECF, Réseau Sortir du Nucléaire
